

Quand les Européens les investisseurs

Organisé par le HKTDC* du 11 au 13 janvier au Hong Kong Convention & Exhibition Center, le 7^e Asian Financial Forum (AFF) a rassemblé durant deux jours plus de 1500 décideurs asiatiques. Au menu des discussions : croissance et défi de l'économie chinoise, libéralisation du RMB, renforcement du commerce intra-régional Chine-Asean et relations économiques avec l'Europe. Les Européens se sont livrés à une "opération séduction" auprès des investisseurs asiatiques.

* Hong Kong Trade Development Council

ASIAN FINANCIAL FORUM HONG KONG

C'est fou ce que certains peuvent briller par leur absence ! Aucun Français à ce sommet de la finance asiatique alors qu'Espagnols, Allemands, Néerlandais, Britanniques (pour l'Europe) étaient du rendez-vous. Sans compter les autres nations (Australie, Inde, Philippines, Vietnam, Indonésie, Taïwan...). Les agences d'investissements de nombreux pays ont profité de cette forte exposition pour vanter les atouts de leurs pays respectifs. La vice-maire de Londres **Fiona Woolf** a répété la volonté de la City de s'affirmer comme place de choix pour les investissements chinois en RMB. Londres souhaite également s'ériger comme un haut lieu de la finance islamique.

“L'Europe se réforme et retrouve la croissance”

Invités à s'exprimer sur la situation de la zone Euro, **Jeroen Dijsselbloem** président de l'Eurogroup n'a eu de cesse de rassurer le parterre de financiers et d'investisseurs asiatiques. « L'Europe a subi une forte crise mais nous avons entamé de profondes réformes qui rendront la zone Euro plus forte.

L'Europe, c'est 500 millions de consommateurs, le premier marché de consommation au monde. Nous nous attendons à un retour à la croissance cette année, à la fois les entreprises et les consommateurs retrouvent confiance. La zone Euro reste un partenaire fort pour l'Asie. Nous menons des réformes pour nous ramener sur le chemin de la croissance et pour construire un système financier résilient ».

Et ce dernier de détailler les trois grandes actions entreprises pour sortir la zone Euro de la récession : « La politique d'austérité qui n'est pas suffisante pour restaurer la croissance mais qui est essentielle pour réduire l'endettement des États européens. Les réformes économiques : tous les pays européens ont une politique de croissance, et ont entamé des réformes structurelles du marché du travail : Grèce, Espagne, Italie, Irlande, France. Enfin, la création de l'Union bancaire a pour objectif de relancer le crédit aux entreprises européennes, un mécanisme a été mis en place pour aider les banques qui connaîtraient des difficultés. Des stress tests seront réalisés dès cette année. Nous devons consolider

notre secteur bancaire européen pour soutenir l'investissement des entreprises. L'Europe va continuer à se renforcer, j'espère que nous allons aussi renforcer nos coopérations avec l'Asie ».

Interrogé sur la réalité de la reprise en Europe et la difficulté des États à renouer avec cette croissance qui semble les fuir, le président de l'Eurogroup avance le chiffre de « 1% en 2014 et 1,7% en 2015 pour la zone Euro... Nous sommes très déterminés à poursuivre les réformes en cours, la croissance reviendra. Les États-Unis ont renoué avec la croissance, l'Asie se porte bien, nous avons des raisons d'être optimistes ». Ce fut ensuite au tour du **président du Conseil de Surveillance de la Deutsche Bank AG, Paul Achleitner** de défendre le tissu économique européen : « N'oubliez pas que l'Europe a d'excellentes

infrastructures et un excellent système éducatif. Les Pme européennes ont une longue expérience des crises. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la chute du mur de Berlin, puis la crise financière, les entreprises ont connu des difficultés. Elles ont cette expérience des crises. Les entreprises asiatiques ont tout intérêt à investir en Europe ». En réponse à ce plaidoyer, un sondage auprès de l'assistance révélait que (seulement) 39% des personnes interrogées se montraient optimistes quant à un retour de la croissance en Europe. **Ding Xuedong, le président de l'un des principaux fonds souverains chinois, China Investment Corporation (CIC)** n'a semblé qu'à moitié convaincu par l'exposé. « En Eurozone, on part de très bas... mais si l'Europe va mieux, il y aura plus d'opportunités » a-t-il expliqué. Avant de détailler la

“L'Europe va continuer à se renforcer, j'espère que nous allons aussi renforcer nos coopérations avec l'Asie”

J. Dijsselbloem

tentent de rassurer chinois...

ventilation d'un portefeuille fictif de 100 USD, « 40% en Europe, 30% aux USA, 30% en Asie et 5% dans le reste du monde ». Tout n'est donc pas perdu pour les Européens...

Les décideurs chinois s'interrogent surtout sur leur modèle de croissance

S'il s'intéressent à l'évolution des marchés en Europe et aux Etats-Unis, les investisseurs asiatiques se préoccupent surtout du ralentissement de l'activité chinoise.



Jeroen Dijsselbloem

tionnement de l'activité chinoise. Selon un sondage réalisé durant l'AFF, à la question "quel pays offrira en 2014 les meilleures opportunités d'investissement ?" La Chine reste en tête des réponses (39%) devant les USA (25%) et l'Asie du Sud (17%). Mais l'écart se réduit par rapport au même sondage réalisé un an plus tôt où elle avait recueilli 48%



Paul Achleitner

de réponses favorables. A noter que l'Europe de l'ouest remonte de 3% à 13%. Le directeur japonais **Takehiko Nakao de la Banque Asiatique de développement** (BAD) tient un discours optimiste : « *les réformes annoncées par les autorités chinoises en novembre doivent permettre de relever les nombreux défis de ces prochaines années. Nous pouvons être confiants* ».

Passer d'une croissance quantitative à une croissance plus qualitative

Même son de cloche pour Ding Xuedong. « *Certains s'inquiètent du ralentissement économique alors que la dette du pays augmente mais nous pouvons résolument nous montrer optimistes pour l'avenir* ». Vantant les réformes mises en place par Pékin, le dirigeant du fonds souverain met en avant les secteurs qui devraient porter la croissance chinoise dans les années à venir : « *santé, télécommunications,*

urbanisation et développement de la Chine de l'ouest ». Pour les autorités, tout l'enjeu est de passer d'une croissance quantitative à une croissance plus qualitative. Pour 39% des congressistes interrogés, les réformes structurelles et la libéralisation du marché seront les premiers soutiens à la croissance du pays, davantage que la demande domestique, les exportations ou l'urbanisation rapide.

A l'inverse, la principale menace qui pourrait entraver l'économie chinoise est de loin la question de la dette au travers la pratique du "shadow banking" pour 50% des sondés. Ce que confirme la récente enquête de l'assureur Coface (lire page 42) : pour la première fois depuis 10 ans, le ralentissement de la croissance et la question de l'endettement privé apparaissent comme les deux principales préoccupations des entrepreneurs chinois.

Sylvain Etaix, à Hong Kong



Takehiko Nakao

L'endettement public et privé au travers du "shadow banking" est la principale menace qui pèse sur la croissance chinoise. Les réformes structurelles et la libéralisation du marché mises en œuvre par Pékin sont les principaux soutiens à l'économie.

Sondage réalisé au cours de l'AFF

Les échanges CHINE /ASEAN devraient doubler d'ici 2020



L'avenir de l'ASEAN Economic Community (AEC) a été l'un des points d'orgue de l'AFF. Une fois son intégration finalisée, à l'horizon 2015, ce marché unique de 650 Mds USD devrait être un partenaire de poids pour la Chine. Les échanges intra-régionaux devraient doubler d'ici 2020.

L'objectif de cette communauté économique née en 2003 est de parvenir à la création d'un marché unique pleinement intégré dans l'économie mondiale d'ici 2015. « Avec 600 millions d'habitants, un Pib par habitant de 6000 \$, l'Asean est la troisième économie après la Chine et le Japon. Elle enregistre 5% de croissance par an, un rythme qui devrait doubler d'ici 2030 » a rappelé **Ngurah Swajaya**, représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Asean. L'intégration économique qui devait être réalisée en quatre phases depuis 2007 avance malgré les difficultés. « La différence de process de ratification entre les différents pays membres, le manque de régulation et les questions politiques sont les principales difficultés d'intégration. Mais les leaders des pays membres s'efforcent de travailler sur ces questions pour parvenir à une intégration complète d'ici la fin 2015 » assure N. Swajaya.

500 Mds d'échanges en 2015

En 2013, l'Asean et la Chine ont célébré le dixième anniversaire de leur partenariat stratégique. Les investissements de l'Asean vers la Chine sont supérieurs aux investissements chinois vers l'Asean. Mais l'intégration économique devrait être rapide, une fois le marché unique réalisé. « En 2015, l'objectif est d'atteindre les 500 Mds d'échanges et le double en 2020. La coopération financière, maritime et les échanges entre entreprises seront renforcés ». Les infrastructures, l'eau et les transports sont autant de secteurs d'opportunités pour de nouveaux investissements. A noter qu'un sommet ASEAN-UE s'est tenu le 24 janvier à Djakarta. Les Européens veulent aussi augmenter leurs échanges avec ce futur marché unifié asiatique.



L'ASEAN en chiffres

- 600 millions** d'habitants, soit 9% de la population mondiale
- 6000 USD** pib/h moyen (Singapour présente le plus haut pib/h > 50000 USD)
- Le ratio de pauvreté (seuil de revenus inférieur à 1,25 USD par jour) est passé de **50% en 1990 à 22% en 2009**
- Stock IDE en 2011 : **1000 Mds USD** contre 266 Mds en 2000
- Marché de consommation : **1200 Mds en 2011** (supérieur à l'Inde : 938 Mds)
- Achat de mobiles : **118 millions d'unités** vendues en 2012

Source : asean.org